

DECLARATION DE LA COORDINATION NATIONALE DES FOULBHES ET HAALI POULAR DE GUINEE SUITE AUX EXACTIONS PERPETREES CONTRE LES PEULHS EN GUINEE

Depuis 2010, la Coordination Nationale des Foubhès et Haali Poular de Guinée, inlassablement soucieuse de l'instauration de la paix, de la quiétude sociale dans un esprit citoyen pour l'ensemble des guinéens, n'a cessé de dénoncer sans réserve les dérives ethniques, ségrégationnistes, régionalistes, sectaires et haineuses, orchestrées et entretenues par le régime guinéen actuel.

1- Les actes d'exclusion, de répression contre la Communauté Haali Poular, n'ont cessé de croître sans fondement. Il faut rappeler que la Communauté Haali Poular a toujours été et restera en parfaite harmonie avec toutes les autres composantes socioculturelles de la Guinée. C'est le système actuel exclusivement mis en place par Mr Alpha CONDE dans sa politique ethno stratégique qui est en train de détruire la cohésion nationale.

Il échouera lamentablement et la GUINEE restera une et indivisible.

2- A travers plusieurs déclarations, la coordination a dénoncé ces faits et a éveillé le regard de la communauté nationale et internationale. Elle a toujours attiré l'attention des ambassadeurs de France, des États Unis, de l'Union Africaine de l'Union Européenne, de la CEDEAO et tant d'autres. Les faits sont têtus. Malheureusement rien n'a été entrepris pour inverser cette regrettable tendance.

3- Depuis 2011, tous les partisans de Monsieur Alpha CONDE qui obéissent à son diktat, ont persévéré à agir, sans déguisement contre les Peulhs. A l'exception de quelques-uns des Ministres guinéens bien avertis et non adeptes de l'injustice, les autres ont toujours soutenu et encouragé à visage découvert ceux qui vandalisent et pillent nos biens, blessent et tuent nos femmes et nos enfants.

4- La commune de Ratoma est majoritairement habitée par des Peulhs, cibles privilégiées des troupes à visages découverts. Ces troupes sont celles de la mort. Celles-ci blessent, saccagent, sèment la terreur et la désolation au nom du régime. En plein jour, des hommes en tenues militaires ou de police, tenant des fusils de guerre n'hésitent pas à rentrer dans les concessions, renverser des marmites, violer des femmes et des filles. On nous dit toujours que ces troupes ne sont pas de l'armée guinéenne ou que les forces officielles de l'ordre et de sécurité ne sont pas armées. Où sont alors ceux qui ont le devoir de défendre les citoyens sans discrimination ?

Chers compatriotes n'avons-nous pas le droit d'être protégés comme tout autre guinéen conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution ? Nous

n'avons pas peur en posant ces questions car nous n'avons peur que de Dieu. Nuitamment, on jette même à travers les fenêtres de nos maisons des grenades lacrymogènes où dorment des nourrissons, des personnes âgées malades. On ne pourrait tout citer mais le tout puissant voit tout, entend tout, soyez en rassuré!

5- Aujourd'hui la communauté peuhle a enregistré seulement dans la commune de Ratoma à Conakry plus de cent morts, des milliers de blessés dont certains handicapés à vie. Toutes ces proies du régime ont reçu des balles de fusils de guerre. Ceux qui tirent, le font expressément pour tuer. Ces martyrs ont reçu les balles en pleine figure, sur le front, sur la tête, sur la poitrine avec la confirmation des Médecins légistes. Une véritable scène de guerre. On dirait qu'ils sont en mission parce qu'aucun d'entre eux n'a été une seule fois interpellé par la justice. Hélas ! Avec toutes ces exactions le Ministre de la sécurité affirme sur des antennes de radios et de télévisions que les policiers et les gendarmes ne sont pas armés et travaillent de façon professionnelle. Quelle insulte ! Alors qui sont les assassins ? Monsieur Alpha CONDE aussi enfonce le clou en disant n'avoir massacré aucun Peulh et qu'on lui aurait dit que la Guinée est devenue comme le Rwanda. Dans quel sens dirons-nous ? Il ajoute qu'il veut savoir quels sont les Peulhs qu'il est entrain de massacrer ? Nous l'informons que la liste, bien que longue, est disponible. On la lui fera parvenir.

6- Malheureusement, encore, c'est toujours ceux qui ont échappé aux canons qui sont envoyés en prison. Ils sont choisis de par leurs faciès ou leur langue. Quand certaines consciences se réveillent et constatent que ces derniers sont innocents, on rançonne leurs parents pour les libérer. Quel calvaire !

7- On se souvient toujours que ce régime est né à travers des perfidies grotesques, burlesques, erronés. En 2010 entre les deux tours de l'élection présidentielle on a planifié des exactions contre les peulhs et leurs biens sous le scénario d'une eau empoisonnée. A l'occasion, des peulhs ont été chassés de Siguiri, Kouroussa et ailleurs, leurs biens pillés, incendiés, des familles endeuillées. On se souviendra toujours de cette femme nourrisse de deux mois, violée dans sa maison qui a été secourue alors qu'elle baignait dans une mare de sang... C'était la bande annonce de ce qui allait désormais se passer sur nos familles dans tout le Pays. On ne pourrait citer le tout. Eh bon Dieu !

8- Toutes les élections sont mises hautement à profit pour s'attaquer aux peulhs. Aux élections présidentielles de 2010 et 2015, aux élections législatives de 2013 et maintenant aux élections communales et communautaires de 2018 le régime reste droit dans son système.

9- Tout se passe au mépris des droits de l'homme pour ne pas parler de nos droits en tant que citoyen tout court. Dans les villes et villages, le régime cherche à toutes les occasions comment brimer notre communauté. Tenez. Comme au temps de la pénétration coloniale, même les déportations sont mises à profit. Une vingtaine de jeunes peulhs avaient été arrêtée à Koundara après des affrontements entre militants des partis, RPG et UFDG. A l'issue de ces malheureuses rivalités seulement les jeunes peulhs sont arrêtés pour être déportés à la prison "Pont de Fer" de Boké, très loin de leur famille. Citons encore dans ce cadre, les arrestations des jeunes peulhs à Ratoma qui ont été déportés à Soronkoni en 2010. Ils furent torturés tout le long du trajet, de Conakry à Kankan la destination finale. Qu'elle honte !

9- Les deux poids deux mesures font légion.

Pour la réclamation du courant, en Novembre 2017, des manifestations eurent lieu à Boké, Kamsar et Kolaboui où des mairies et des gendarmeries ont été incendiées. Il y eut même mort d'homme. Aucune arrestation de manifestants n'en a suivi. Les raisons, allez y comprendre ! Alors que pour une seule journée de manifestations à Sangarédi, il y a eu 59 arrestations dont dix femmes, certaines enceintes, des nourrices et 17 mineurs. Certains parmi eux venaient d'un point d'eau, les seaux sur leur tête. Malgré tout, ils ont été déportés de Sangarédi à la prison de Coronthie à Conakry. Alors qu'on ne déplore aucune destruction d'édifice, aucun mort. Parmi les 59 déportés, 58 étaient des peulhs. Quelle justice ! La justice guinéenne ne trouve aucun procureur pour défendre les droits de nos victimes. La célèbre phrase "des enquêtes sont ouvertes " pour clore les débats. Et par la suite, rien !

10- Nous sommes au mois de Novembre 2018.

Revenons à la commune de Ratoma particulièrement au quartier Wanindara. Après les récents assassinats encore regrettés de Mamadou Béla Baldé, Mamadou Alimou BAH et du policier Bakary Camara, les exactions contre les habitants de ce quartier ont dépassé l'entendement humain. Des hommes en uniformes de police et de gendarmerie à bord de véhicules aux couleurs de la police et de la gendarmerie ont investi ce quartier. Lançant des menaces et des injures xénophobes inqualifiables et armés jusqu'aux dents, de fusils mitrailleurs, de coupe-coupe, de haches, de grenades lacrymogènes, ces hommes en uniforme ont détruit tout sur leur passage. Les témoins présents sur les lieux et les victimes ont vu ces hommes en uniforme fusiller les serrures des battants des portes, détruire et brûler des véhicules stationnés, incendier des magasins et des kiosques, casser des bibliothèques, renverser des matelas, détruire des récepteurs de télévisions et des installations de courant électrique. Ces hommes en uniforme, fouillent et prennent, habits, bijoux, téléphones, argent, chaises en plastique et motos. Ces hommes en uniforme détruisent et incendient tout ce qu'ils n'ont pas pu emporter avec eux. Sur les mêmes lieux, effrayé et excédé, un père de famille, a été contraint de faire sauter

tous ses enfants et ses épouses vers la cour voisine à travers le mur mitoyen. D'autres enfants ont été sortis la nuit sous le lit de leur maman puis molestés. Bon Dieu, on peut arrêter des présumés coupables sans faire écrouler le tout.

11- Nous connaissons bien l'histoire de la Guinée. Monsieur Alpha Condé devrait comprendre que, depuis des siècles, à l'image des autres ethnies, nous sommes guinéens à part entière de par nos ancêtres. Désormais, Monsieur Alpha Condé a mis les peulhs en état de légitime défense. Nous en prenons acte et nous saisirons les compétences de la CEDEAO, de l'Union Africaine et des Nations Unies pour solliciter des enquêtes crédibles et de la protection. Par conséquent, nous ne resterons plus les bras croisés pour continuer à subir les agressions injustes et les exactions insupportables. Nous nous défendrons, vaille que vaille, face aux bandits armés, drogués, hors la loi, qui rentrent dans nos concessions.

12- C'est l'occasion de vous dire solennellement, haut et fort que tous les peulhs ne sont pas militants d'un même parti. En témoigne le nombre important de valeureux leaders peulhs qui, à l'instar de frères guinéens, dirigent vaillamment des partis politiques. Soulignons que les peulhs militent dans toutes les formations politiques du pays. La Coordination Haali Poular, ne confondant pas la famille, l'ethnie ou la race à un parti politique quelconque, encourage tout guinéen à adhérer au parti de son choix en fonction de son intime conviction. Nous avons la certitude profonde que beaucoup de guinéens partagent cette justesse.

13- De 1958 à nos jours, la Guinée, que Monsieur Alpha Condé a bien dit ne pas connaître, est toujours restée soudée et stable. Malgré les vicissitudes de l'histoire de tout pays et la farouche volonté de Monsieur Alpha Condé de stigmatiser les Peulhs, la Guinée restera unie dans ses villes et villages et dans toutes ses composantes sociales et culturelles. Comme toujours, les peulhs et leurs frères des autres familles guinéennes, vivront ensemble pour l'éternité, dans la fraternité et la paix.

Nous resterons toujours des démocrates loyaux et sincères au service de notre cher pays qui reste notre dénominateur commun.

A bas l'injustice.

Vive l'unité Nationale.

DÉCISIONS

La Coordination nationale des foulbés et Haali Poular de Guinée,

- considérant que le mensonge d'État, l'impunité, la gabegie, la corruption, l'ethnocentrisme, l'injustice et le non-respect de la loi constituent le cancer de la démocratie et du développement ;
- Considérant que tous les guinéens sont égaux, sans exclusive en droit et devoir.

Décide :

- 1 - De se constituer partie civile en faveur de toutes les victimes des exactions auprès de tous les cours et tribunaux Nationaux et Internationaux.
- 2 - Exige du gouvernement guinéen, la recherche et la poursuite judiciaire des auteurs et commanditaires de toutes les exactions commises contre les paisibles citoyens.
- 3 - Exige la libération immédiate de toutes les personnes injustement arrêtées.
- 4 - Condamne avec la dernière énergie les assassinats ciblés contre les peulhs et la destruction systématique de leurs biens par des hommes portant des uniformes de Police et de Gendarmerie.
- 5 - Demande la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire.
- 6 - De formuler une requête auprès des Forces de Défense et de Sécurité de notre pays, pour que dans l'accomplissement de leur noble devoir républicain, qu'elles se mettent entièrement et loyalement au service de l'ensemble des guinéens et aussi en défendant leur non complicité, qu'elles dénichent ceux qui agissent malhonnêtement en leur nom.

La Coordination nationale des foulbés et Haali Poular de Guinée adresse ses sincères condoléances à toutes les familles éplorées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Conakry le 18 Novembre 2018
Le Président de la Coordination Nationale
des Foulbhès et Haali Poular de Guinée
Compagnon de l'Indépendance Doyen des sages

El Hadj Saïkou Yaya BARRY

Copies pour:

Ambassade de France
Ambassade d'Allemagne
Ambassade des Etats Unis d'Amérique
A l'Union Africaine
A l'Union Européenne
A la CEDEAO
Au Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
A la cour de la justice de la CEDEAO
A la Cour Pénal International
A Amnesty International
A l'organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme (OGDH)
A la Rencontre Africaine des droits de l'Homme (RADHO)
Aux Institutions Républicaines
A Humann Right Watch
A l'ONG-MEME DROIT POUR TOUS
A l'International Crisis Group
A la PECUD
Au CNO SC
A PJDD
A l'INDH
A la CANEG
Au CNO SC-CDD
Au Professeur Salifou Sylla
Au Professeur Zogbélemou Togba
Ministère de la Justice Garde des sceaux
Ministère de la Défense
Ministère de la Sécurité
Ministère de l'Administration du Territoire
Ministère des Affaires Etrangères